

LA CROIX

À Nantes, un abri temporaire face à l'errance de jeunes migrants

Par **Florence Pagneux**, **correspondante à Orvault (Loire-Atlantique)**, le 1/9/2021 à 06h50

Le premier plan de lutte contre le « sans-abrisme » de Nantes métropole se concrétise par l'accueil temporaire de 30 jeunes migrants dans des bureaux voués à la démolition.



Il y a encore quelques mois, ce bâtiment situé le long d'une zone d'activités d'Orvault, dans l'agglomération nantaise, abritait une société d'experts-comptables. Voués à la démolition dans le cadre d'un projet immobilier, ces locaux occupent, pour quatre mois, une fonction toute différente. Depuis le 24 août et jusqu'au 31 décembre prochain, ils accueillent 30 jeunes migrants venus d'Afrique de l'Ouest, d'Afghanistan, du Pakistan ou d'Algérie. Tous sortent de la rue, de nuits sporadiques à l'hôtel ou d'un squat.

Protection de l'enfance : polémique sur le « fichier » des mineurs non accompagnés

Repérés par l'association Médecins du monde, ces jeunes hommes ont entre 15 et 20 ans et un statut administratif complexe. Certains sont majeurs, en quête d'un titre de séjour, et d'autres sont engagés dans un recours pour faire reconnaître leur minorité par le département. Ce dernier, qui assure leur protection jusqu'à 18 ans dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance, en accompagne actuellement 882 (contre 715 en 2019).

« Droit à rien »

« Ils attendent en général huit à neuf mois avant de passer devant le juge des enfants, décrit Mathieu Quinette, coordinateur du programme Mineurs non accompagnés (MNA) de Médecins du monde à Nantes. *Au final, la moitié d'entre eux seront reconnus mineurs et pris en charge par le département. Mais pour le moment, ils n'ont droit à rien et se retrouvent de plus en plus à la rue, faute de prise en charge par le 115.* » La préfecture de Loire-Atlantique reconnaît que sur 300 personnes isolées ayant appelé le 115 en juillet dernier, seules 80 ont été hébergées, faute de places disponibles.

→ ANALYSE. À 18 ans, ces jeunes migrants qui risquent de devenir sans-papiers

La solution mise en place à Orvault vise précisément à combler ces manques. « *Sur les 30 jeunes concernés, 12 n'avaient jusqu'à présent aucune solution d'hébergement, même pas en squat*, explique François Prochasson, vice-président de Nantes métropole, chargé du droit au logement et du logement social. *Notre objectif est de sortir le maximum de personnes de la rue.* »

Éviter la délinquance

C'est la première opération financée par la métropole nantaise dans le cadre de son plan de lutte contre le « sans-abrisme », voté au printemps dernier. Pour 2021, il est doté de deux millions d'euros, soit 1 % du budget métropolitain. « *En hébergeant ces jeunes et en les accompagnant dans leurs projets, on leur évite de tomber aux mains des réseaux de délinquance qui n'hésitent pas à proposer un toit en échange de diverses exactions* », poursuit François Prochasson.

La mairie de Clichy et les dilemmes de l'« hébergement décent »

Autre particularité du dispositif : il repose sur la bonne volonté d'une entreprise locale – le promoteur Bati-Nantes, propriétaire des locaux – et l'action coordonnée de plusieurs associations : Une famille un toit, chargée de la gestion du lieu, Les Eaux vives, pour l'accompagnement social, Aurore pour les repas, et Égide solidarité, centrée sur l'aide à la scolarisation. Un agent de sécurité est également présent 24 heures sur 24 pour éviter toute intrusion.

Se poser et apprendre

« *Ici, ces jeunes peuvent enfin se poser*, indique Yves Aubry, chef de projet d'Une famille un toit. *On n'est pas dans la même optique quand on sait où on dort le lendemain et quand on vit dans l'errance.* » Durant ces quatre mois, les associations vont mettre l'accent sur l'apprentissage du français, la scolarisation et l'ouverture culturelle. « *Je rêve de devenir médecin mais je sais que les études sont longues*, confie Fahim, 16 ans, venu du Bangladesh après la mort de son père. *En attendant, je veux apprendre le français et travailler dans la restauration.* »

→ ENQUÊTE. Ces jeunes migrants que l'on enferme en centre de rétention

La plupart des jeunes hébergés sont déjà scolarisés, comme Mamadou, soutenu par des bénévoles. Le jeune Guinéen de 20 ans possède un CAP et deux formations complémentaires dans le bâtiment. « *Je suis fier de mes diplômes*, livre-t-il, *mais comme je n'ai pas de papiers, je ne peux pas travailler...* » Les associations, elles, pensent déjà à l'après. « *On va tout faire pour leur trouver une solution après le 31 décembre*, confie Christine Bernazeau, présidente d'Égide solidarité. *Pas question qu'ils se retrouvent dehors.* »

« Une solution temporaire qui offre du réconfort »

Grégoire Bernard

Dirigeant associé de Bati-Nantes

« Entre le moment où on achète un bâtiment et le démarrage des travaux, il se passe généralement six mois. On a pris l'habitude de prêter nos locaux pendant ce temps de latence à des associations pour loger des publics en difficulté (familles roms, précaires, jeunes migrants). À Orvault, on a rajouté des bungalows de sanitaires car ces bureaux n'avaient pas de douches et installé des cloisons pour créer des chambres dans les anciennes salles de réunion. C'est un choix pleinement assumé de notre entreprise. Même si cette solution est temporaire, on sait qu'elle apporte du réconfort. Il faudrait que cela se généralise. »

Florence Pagneux, correspondante à Orvault (Loire-Atlantique)